



Allouer des terres aux femmes : un bienfait pour l'économie congolaise

Par Christian Lukineyo Joshi, Robert Luanda Baroki, Anastasie Bulumba Mariam, Aiméance Mapendo Murairi, Faustin Kambale Luhungu, et Zizina Shabani Zita Maua

Messages clé

- Une politique visant à accroître de 40% l'allocation des terres allouées aux femmes favoriserait la diversification économique par l'augmentation de la contribution du secteur agricole au PIB.
- Une politique de transferts monétaires du gouvernement vers les ménages ruraux féminins contribuerait à une augmentation de la consommation et du revenu total des ménages congolais.
- Les deux options sont recommandables comme politiques de lutte contre les inégalités de genre sur le marché du travail.

Les inégalités de genre comme frein au développement en RDC

Les inégalités de genre prévalent sur le marché du travail congolais. Quoique l'écart entre le taux d'emploi des femmes (58,9%) et des hommes n'excède pas 5%, les salaires des femmes équivalent à la moitié de ceux des hommes. Les hommes gagnent en moyenne 140 937 FC, contre 75 506 FC pour les femmes à Kinshasa, et 95 206 FC contre 45 702 FC dans les autres milieux urbains. En milieu rural, les hommes gagnent en moyenne 39 371 FC contre 20 000 FC pour les femmes.

Les inégalités de genre freinent le développement durable. Elles impactent négativement la croissance économique, les revenus ainsi que la consommation, tout en augmentant les niveaux de pauvreté et d'inégalité.

La forte dépendance de la RDC au secteur minier est susceptible d'exacerber ces inégalités. La chute des cours des produits miniers en 2015 a induit une baisse des activités dans les secteurs majoritairement fréquentés par les femmes. Promouvoir la diversification économique est donc essentiel pour réduire les inégalités de genre, réduire la pauvreté, et augmenter le niveau de vie en RDC.

Le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) de la RDC priorise les secteurs agricoles comme premiers vecteurs de diversification de l'économie congolaise. Des politiques ciblées dans ces secteurs sont donc nécessaires pour soutenir les femmes agricoles/rurales, réduire les inégalités de genre et augmenter la part des secteurs agricoles dans le PIB.



Options de politiques stratégiques

La diversification de l'économie congolaise et la création d'emploi sont parmi les principaux objectifs du PNSD, qui est en cours d'exécution en RDC. Cependant, ce dernier ne définit pas clairement les politiques ou interventions qui seraient susceptibles de promouvoir à la fois la réduction des inégalités de genre sur le marché du travail et la diversification économique.



Photo: Woody Collins

Deux options de politiques ciblées dans les secteurs agricoles (prioritaires) peuvent être envisagées afin de contribuer simultanément à l'atteinte de ces deux objectifs :

- **Augmentation de 40% des terres allouées aux femmes :** En 2018, le rapport de la Banque Mondiale souligne que le faible accès des femmes congolaises à la terre ainsi qu'au capital financier ne leur permet pas d'investir dans des actifs de nature à améliorer leur productivité et, par conséquent, leur rémunération.
- **Doubler les transferts monétaires du gouvernement aux ménages ruraux féminins :** Le même rapport suggère que l'accès aux intrants et au financement est un obstacle important à la production agricole, à la commercialisation des petits exploitants et à la croissance globale de l'agriculture en RDC (Banque mondiale 2018). Une politique de transferts monétaires aux ménages ruraux féminins permettrait de renforcer la capacité des agriculteurs ruraux, dont la majorité est composée des femmes.

Des résultats d'analyse concluants

Une étude réalisée par une équipe de chercheurs congolais (voir page 3) a permis de démontrer les effets attendus de chacune des options de politiques, selon différents critères d'évaluation:

Critères	Politique d'augmentation des terres allouées aux femmes	Politique de transferts aux ménages ruraux féminins
Inégalités sur le marché du travail	Est efficace <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la demande de travail des femmes dans le secteur de l'agriculture vivrière et les secteurs qui lui sont dépendants, suivie de la hausse de leurs salaires 	N'est pas très efficace <ul style="list-style-type: none"> • Faible amélioration de la demande de travail des femmes et des hommes dans les secteurs agricoles
Diversification économique	Est efficace <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la production des secteurs agricoles et de leur part dans le PIB 	N'est pas très efficace <ul style="list-style-type: none"> • Impact non significatif sur la production sectorielle et le PIB
Revenus et consommation des ménages selon le sexe et le milieu de résidence	N'est pas très efficace <ul style="list-style-type: none"> • Ne permet pas une amélioration sensible des revenus de tous les ménages féminins, à l'exception des revenus d'autres centres urbains • Amélioration de la consommation de la quasi-totalité des ménages. Cependant, amélioration moins marquée pour les ménages ruraux féminins 	Est très efficace <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du revenu total des ménages féminins et masculins, quel que soit le milieu de résidence • Amélioration de la consommation, plus accentuée pour les ménages ruraux féminins
Équité des genres	Est équitable <ul style="list-style-type: none"> • Réduit l'écart entre les hommes et les femmes 	Est équitable <ul style="list-style-type: none"> • Réduit l'écart entre les hommes et les femmes
Faisabilité	Est très faisable <ul style="list-style-type: none"> • Beaucoup des terres arables non-exploitées sont disponibles 	Est faisable <ul style="list-style-type: none"> • Existence de lois permettant la discrimination positive pour la promotion de l'emploi des groupes vulnérables • Les femmes sont légalement considérées un groupe vulnérable



Photo: Tanya Martineau
Prospect Arts, Food for the Hungry

Conclusion et recommandations

Les deux options de politiques contribueraient à l'amélioration de l'emploi des femmes et sont donc recommandables comme politiques de réduction des inégalités de genre sur le marché du travail congolais.

Cependant, **seule la politique d'augmentation des terres allouées aux femmes pourrait contribuer à la fois à la réduction des inégalités de genre et à la diversification économique**, à travers l'augmentation de la production et des exportations dans les secteurs agricoles, plus particulièrement dans le secteur de l'agriculture vivrière.

Au vu de la révision du PNSD prévue en 2021, nous proposons la feuille de route suivante pour la mise en œuvre des recommandations découlant de cette étude:

- Dans le pilier 1 du PNSD relatif à la Diversification et transformation de l'économie, la politique d'augmentation des terres allouées aux femmes pourrait être ajoutée aux objectifs liés au **renforcement de la contribution de l'agriculture à la croissance économique et la création d'emploi** ;
- Dans le pilier 3 du PNSD relatif au développement social et valorisation des ressources humaines, la politique d'augmentation des terres allouées aux femmes ainsi que la politique d'augmentation des transferts du gouvernement aux ménages ruraux féminins pourraient être ajoutées aux objectifs liés à **la promotion de l'emploi des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables**.

Projet de recherche

Ce document résume les conclusions principales d'une étude portant sur « l'impact des politiques publiques pro-genres dans les secteurs agricoles sur l'emploi des femmes dans un contexte de dépendance économique aux ressources naturelles : Cas de la RDC ».

L'objectif de cette étude était de produire des données claires et probantes quant aux effets de ce genre de politiques sur l'amélioration de l'emploi des femmes, d'une part, ainsi que sur la diversification

économique via la part des secteurs agricoles dans le PIB et les exportations.

Les chercheurs ont utilisé un modèle d'équilibre général calculable statique (PEP-1-1), combiné à la matrice de comptabilité sociale (MCS) la plus récente de la RDC, et à l'Enquête 1-2-3 y relative, réalisées par l'INS (2013) afin de simuler les effets des deux scénarios de politiques :

- Augmentation de 40% des terres allouées aux femmes ;

- Augmentation de 100% des transferts monétaires du gouvernement vers les ménages ruraux féminins.

Les résultats de l'étude ont ensuite permis de renseigner l'évaluation multicritère de chacune de ces options présentée ci-haut, afin d'appuyer les processus décisionnels visant l'atteinte des objectifs du Plan National Stratégique de Développement de la RDC.